

QUESTIONS POSÉES AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Lawrence E. Kindt (MacLeod): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. Lundi dernier, dans cette ville soi-disant biculturelle qu'est la capitale fédérale, la populaire chanteuse britannique Petula Clark, en vedette au cinéma Capitol, a donné la première moitié de son tour de chant uniquement en français, et bon nombre des auditeurs ont quitté la salle en guise de protestation. (*Exclamations*)

Une voix: Vous n'avez pu obtenir une place?

M. Kindt: Quelle sanction le premier ministre, ardent défenseur du bilinguisme, se propose-t-il d'imposer à ces hautains Anglo-Canadiens, afin de les ramener aux bonnes manières touchant le biculturalisme?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. William Dean Howe (Hamilton-Sud): J'aimerais poser une question au ministre des Finances. Est-ce qu'il y a plus qu'une coïncidence dans le fait que l'augmentation du coût de la vie a été décrite comme une montée en flèche?

[Ici intervient un calembour introduisible sur le mot «Sharp».]

M. l'Orateur: A l'ordre.

M. Graftyey: C'est la preuve que nous avons besoin de vacances.

LE PAIN

LA TENUE D'UNE ENQUÊTE SUR L'AUGMENTATION DU PRIX

A l'appel de l'ordre du jour.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'opposition): Monsieur l'Orateur, il y a quelques semaines, j'ai demandé au premier ministre si le gouvernement avait l'intention de prendre des mesures au sujet de la hausse vertigineuse des prix du pain. Dans certaines parties du pays, la hausse initiale de 2c. visait, vraisemblablement, à compenser les frais additionnels; or, il y a eu une autre augmentation de 2c. Le premier ministre a déclaré qu'il présenterait un rapport complet à la Chambre bientôt. Est-il maintenant en mesure de le faire?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, comme mon très honorable ami le sait, lorsqu'une telle demande lui parvient, le gouvernement la transmet au directeur chargé des enquêtes et des recherches aux termes de la loi relative aux enquêtes sur les coalitions. Ce fonction-

naire examine la question et, s'il estime qu'une enquête s'impose, il prend les mesures nécessaires à cette fin. Il est encore en train d'examiner la question.

Le très hon. M. Diefenbaker: Quand cette question a-t-elle été soumise au commissaire de la division des enquêtes sur les coalitions, et quand a-t-on averti le gouvernement que la question était encore à l'étude?

Le très hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, la question a été soumise au directeur immédiatement après que mon très honorable ami, entre d'autres, a soulevé la question pour la première fois.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Une question complémentaire. Le premier ministre nous dirait-il quand il s'attend de recevoir le rapport du Conseil économique au sujet de la question des prix, que le premier ministre a soumise à ce Conseil l'année passée?

Le très hon. M. Pearson: Pas tout de suite, monsieur l'Orateur. Le Conseil lui-même m'a fait rapport sur la nature des enquêtes qu'il effectue, et je transmettrai volontiers les renseignements que j'ai reçus à mon très honorable ami; je serais prêt également à faire une déclaration à la Chambre à ce sujet.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE VIETNAM DU SUD—LES NÉGOCIATIONS DE LA COMMISSION INTERNATIONALE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. David Lewis (York-Sud): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Étant donné que la situation semble empirer dans le Vietnam du Sud, surtout dans la région de Da Nang, le ministre informerait-il la Chambre où en sont les démarches faites en vue d'obtenir que la Commission de surveillance entame des négociations pour ramener la paix dans cette partie du monde?

• (3.10 p.m.)

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, mon honorable ami voudra sans doute examiner la déclaration que j'ai faite ce matin au comité des affaires extérieures à ce sujet. J'ai fait rapport, dans la mesure où me le permettent les circonstances, du rôle futur de la Commission. Le gouvernement canadien est convaincu que cette commission a un rôle à jouer et nos entretiens avec les deux autres pays membres révèlent que ceux-ci continuent aussi de manifester de l'intérêt.

M. Lewis: Je comprends que le ministre ne peut pas tout divulguer, mais peut-il faire savoir à la Chambre et au pays si l'on parvient